



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

Chaumont, le 8 novembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24 octobre 2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FOCAST

Chemin du Closot
52100 Saint-Dizier

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24 octobre 2023 dans l'établissement FOCAST implanté Chemin du Closot 52100 Saint-Dizier. L'inspection a été annoncée le 13 octobre 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La situation hydrologique ne s'améliorant pas sur le territoire de la Haute-Marne en l'absence de précipitations sensibles en ce début de mois d'octobre et au regard des perspectives de pluies faibles, l'inspection a déclenché une visite d'inspection le 24 octobre 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FOCAST
- Chemin du Closot 52100 Saint-Dizier
- Code AIOT : 0005702454
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site FOCAST implanté à Saint-Dizier est une fonderie spécialisée dans la production de pièces en fonte grise à graphite lamellaire pour le secteur de l'énergie et du sanitaire (chauffage, adduction...), les engins de travaux publics et les machines agricoles.

L'installation est autorisée sous couvert de l'arrêté préfectoral n°650 du 11 janvier 2007.

Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00

Tél. : 03 51 37 61 90

89 rue Victoire de la Marne – CS 0002
52901 CHAUMONT cedex

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion et utilisation de l'eau en période de sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 11/01/2007, article 4.1.1	/	Sans objet
2	Soumission à l'AM sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1 point I	/	Sans objet
3	Modalités de non-soumission à l'AM	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	/	Sans objet
4	Réduction de prélèvement	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 point I	/	Sans objet
5	Volume de référence	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 point II	/	Sans objet
6	Mesures départementales de limitation relatives aux usages de l'eau	Arrêté Préfectoral du 19/07/2023, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est exempté des mesures de restriction portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau imposées aux installations classées par l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif à leur gestion en période de sécheresse.

Par conséquent, il est proposé à Madame la préfète de la Haute-Marne de notifier ce point à l'exploitant par lettre préfectorale.

Toutefois, le site reste concerné par les mesures de réduction imposées par l'arrêté préfectoral sécheresse n°52-2022-05-00023 du 4 mai 2022.

Au regard des divers constats et éléments présentés par l'exploitant, il n'est pas proposé de suite administrative.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2007, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, prélèvement d'eau
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes : Nappe alluviale : 45 000 m3/an Réseau AEP : 5 000 m3/an La consommation d'eaux industrielles est destinée : à l'humidification des sables , au lavage des chariots élévateurs pour 10,5 m3/an La consommation d'eau du réseau public est destinée : aux usages domestiques pour 2 200 m3/an, à l'appoint d'eau sur les bacs à couche pour 1 800 m3/an. à l'appoint occasionnel du système de refroidissement des inducteurs de fours, le refroidissement étant réalisé en circuit fermé. Des compteurs doivent être judicieusement implantés afin de permettre un suivi des consommations sur les différents postes précités, soit directement, soit par différence de relevés (sanitaires). Toute modification des usages de l'eau doit faire l'objet d'une information de l'inspection des installations classées.
Constats : L'installation était desservie en eau de process via le réseau d'eau potable et de la nappe alluviale partagée par la société voisine YTO. Depuis la fermeture du site YTO, en 2019, la société FOCAS est alimenté à 100 % par le réseau d'eau potable. Le volume global consommé est d'environ 9 500 m ³ répartie environ à 50/50 pour les sanitaires et pour le process (refroidissement des sables, refroidissement des fours). Pour le refroidissement des fours, il s'agit d'un refroidissement à circuit fermé avec la réalisation d'appoint d'eau de façon occasionnelle. Le dispositif de distribution d'eau est équipé d'un compteur relevé et enregistré de façon régulière (minimum mensuel). Au regard de ces éléments, l'inspection ne propose pas de suite administrative. Cependant, la source d'alimentation en eau de process ayant changé, l'exploitant doit le notifier à madame la préfète de la Haute-Marne.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Soumission à l'AM sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1 point I
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 m ³ et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant a présenté son registre de suivi de sa consommation pour les années 2020 à 2023. Les volumes présentés montrent un volume annuel inférieur à 10 000 m ³ : 2020 = 11 312 m ³ 2021 = 9 691 m ³ 2022 = 9 804 m ³ 2023 = 8619 m ³ Au regard de ces éléments, la société FOCAS n'est pas soumise à l'Arrêté ministériel du 30/06/2023 relatif aux mesures de limitation de consommation de l'eau pendant la période sécheresse.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Modalités de non-soumission à l'AM

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Prescription contrôlée : Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : 1° - captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées [...] - captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ; - alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ; - transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ; - production, distribution et cogénération d'électricité ; - production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L.211-2 du code de l'énergie ; - production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ; - collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ; - nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissement de santé ; 2° les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ; 3° les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;

4° les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023
Constats : Ces installations sont exemptées du respect de ces prescriptions au regard du constat n° 2.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Réduction de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 point I
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes : - vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ; - alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ; - alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ; - crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.
Constats : Ces installations sont exemptées du respect de ces prescriptions au regard du constat n° 2.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Volume de référence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 point II
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Cette moyenne peut être calculée en ne retenant que les jours d'activités réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse. Pour le calcul du volume de référence, l'exploitant peut ne pas tenir compte du volume des usages de l'eau nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection de personnes et des biens et l'alimentation en eau potable de la population. Ce volume des usages de l'eau nécessaire notamment à la sécurité est néanmoins intégré dans le volume des 10 000 mètres cubes mentionné au I de l'article 1er.
Constats : Ces installations sont exemptées du respect de ces prescriptions au regard du constat n° 2.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Mesures départementales de limitation relatives aux usages de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Les mesures de restriction d'usages en zone d'alerte pour la zone Marne amont : <ul style="list-style-type: none">- renforcement de la sensibilisation du personnel sur les économies d'eau et sur les risques liés à la manipulation de produits toxiques susceptibles d'entraîner une pollution des eaux ;- interdiction de laver les véhicules de l'établissement et les abords des installations de production à l'eau claire ;- interdiction d'arrosage des espaces verts ;- opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées son reportées (exemple d'opération de nettoyage grande eau) sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité du public) : interdiction de pratiquer des exercices incendie utilisateur d'un gros volume d'eau, sauf si cette obligation s'oppose à d'autres réglementations associées à la sécurité ;- limitation des opérations de maintenance régulières utilisatrices de la ressource en eau
Constats : L'exploitant ne pratique pas d'arrosage extérieur, ni de lavage de véhicules. L'exploitant affirme qu'il doit travailler sur le volet sensibilisation de son personnel sur les économies d'eau. Toutefois il est précisé que les sanitaires, mis à la disposition du personnel, dispose de bouton poussoir économique. Il n'y a pas d'opération de maintenance consommatrice d'eau sur le site. Ce point ne soulève pas d'autre remarque.
Observations : Par ailleurs, il est noté que l'exploitant a pour projet de mettre en place la récupération des eaux de pluie qui pourrait représenter environ 3 000 m ³ . L'exploitant précise également que la société a racheté le château d'eau, utilisé auparavant par la société YTO, dans le but de le réhabiliter. Ce dernier pourrait être utilisé comme réserve d'incendie mais aussi de réservoir de récupération d'eau de pluie. Ce projet demande également la réhabilitation des canalisations concernées. L'exploitant précise aussi qu'il a pour projet de réhabiliter les canalisations du réseau d'eaux usées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet